

# La minirébellion de trois économistes bien en cour

Posté le : 12 juillet 2017 17:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Attitudes, Réforme

Un des grands miracles d'Emmanuel Macron est d'avoir réussi à faire écrire des choses intelligentes à des économistes qui se contentaient jusqu'ici de faire valoir leur prudente officialité et d'avoir vu Le Monde les publier.

Philippe Aghion, Gilbert Cette, et Elie Cohen tacent le nouveau pouvoir dans un article du monde daté du 12 juillet 2017. Pour une fois, nous allons leur donner raison. Que disent-ils ? Ce que nous ne cessons de répéter depuis des lustres et qu'ils ont bien tardé à faire valoir.

Ils indiquent qu'il est souhaitable de mettre en œuvre immédiatement la réforme de l'ISF et de la taxation forfaitaire des rémunérations du capital. Ils pourraient ajouter qu'il est regrettable de ne pas avoir supprimé totalement cette imposition idéologique et antiéconomique. Ne chipotons pas. Les économistes de cour ont montré tellement de pudeur à dénoncer cette imposition du temps du socialisme au pouvoir et même de Sarkozy, qu'on ne peut que se féliciter de cette évolution même partielle.

Ils soulignent que l'exonération de 80 % des assujettis à la taxe d'habitation « leur paraît plus discutable ». Très bien, mais qu'ils la discutent donc, ce qu'ils n'ont jamais fait pendant les 9 derniers mois ! Et qu'ils aillent plus loin : cette mesure est purement électoraliste et ne mérite pas d'être maintenue. En ne suggérant que de la reporter, le message est un peu court.

Ils reprennent cette vieille antienne que le coup de rabot uniforme passé sur l'ensemble des dépenses est une vieille technique pour gouvernement paresseux. Mieux vaudrait faire des réformes structurelles. Mais bien sûr, Messieurs ! Gentils à vous de penser à nous rappeler qu'on doit en effet songer à réduire les effectifs publics, redimensionner les politiques publiques, réduire les étages administratifs, ce que l'on chante sur tous les tons depuis au moins 1997.

Les auteurs soulignent que la paupérisation du secteur public n'est pas la solution. Ils oublient un peu vite que le GVT est plus qu'une poire pour la soif et que dans certains secteurs les hausses de rémunérations ont été fortes, en particulier au Ministère des Finances. Ce sont les cadres moyens publics, pléthoriques, qui ont trinqué et qui vont continuer avec la hausse de la CSG. Ils oublient aussi que la productivité est faible et les temps de travail courts, avec des avantages exceptionnels.

Alors il serait honnête de dire qu'il faut réduire les effectifs mais aussi en augmenter le temps de travail et la productivité. Ce n'est pas une méthode de type RGPP où on demande aux fonctionnaires eux-mêmes d'écheniller leur process qui peut donner des résultats mais une commission de suppression des missions abusivement captées par la puissance publique. Il ne s'agit pas de réviser mais de supprimer des pans entiers d'interventions où l'État n'a rien à apporter sinon des prébendes et des postes.

Quant aux réductions d'étages administratifs, ne parler que du conseil départemental, dont les missions seraient par ailleurs maintenues, cela n'a pas de sens. Aujourd'hui nous sommes pour la suppression et du département et de la région, au profit d'une circonscription optimisant l'action régionale publique qui, à notre avis, correspond peu ou prou aux anciennes régions, d'avant le

regroupement. Il s'agit de prendre acte qu'on n'en est plus au trajet à cheval et qu'on peut concentrer l'action en région sur moins de pôles que les départements actuels. Une division par trois ou quatre est raisonnable. Les énormes satrapies conçues comme des länder n'ont strictement aucun sens économique et présentent de graves dangers politiques et nationaux.

La procédure budgétaire régionale doit être également totalement revue. Il faut former la recette et permettre à l'autonomie de s'exercer à l'intérieur d'un volume accordé, des exceptions, pour des projets lourds, pouvant être accordés par une chambre spécialisée du Parlement.

C'est tout l'État qui doit être « reformaté » et probablement les ambitions européistes qui doivent être freinées.

Il est juste de souligner que trouver moins de 10 milliards d'euros d'économies dans un budget de 1 250 milliards, c'est gratter moins de 1 % des dépenses. On peut le faire facilement, pensent nos trois économistes. Ils ont raison. Ils pourraient aussi souligner que trouver 200 000 postes à supprimer dans une masse de près de 6 millions de personnes rétribuées par l'État est également un tout petit effort et que 500 000 n'étaient probablement pas un objectif si difficile à atteindre que cela. Pour notre part nous pensons qu'il faut défonctionnariser tout ce qui inférieure au sommet de la catégorie A et de viser la suppression en cinq ans de près d'un million de postes public, à 80 % dans les régions. F. Fillon voyait un peu petit.

La chute du PS a eu cet avantage que les économistes officiels peuvent maintenant affirmer ce qu'ils pensent sans se soucier trop de savoir si cela sera accepté par « la gauche » de châtement, prompte à tacher l'image et briser la carrière des mauvais penseurs, qui régnait sur les esprits faibles ou prudents et dans maints médias.

Messieurs, encore un effort. Vous allez voir : Dans plein de domaines une pensée totalement libérée peut s'envoler vers le bien public d'une façon exceptionnellement positive.